

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2009/200583]

Aménagement du territoire. — Plans de secteur

Un arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 adopte le projet de révision des plans de secteur de Verviers-Eupen, Liège et Huy-Waremme (planches 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N et 43/2 N) portant, conformément à la carte annexée à cet arrêté, sur l'inscription d'un périmètre de réservation pour canalisations de 54,5 mètres de largeur, soit 15,5 mètres au nord et 39 mètres au sud, de part et d'autre de l'axe de la canalisation existante, sauf exceptions dictées par le contexte local, sur le territoire des communes de Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge et Waremme.

Les canalisations de transport de gaz naturel dont le présent projet prévoit l'implantation comportent un périmètre de protection au sens de l'article 23, alinéa 1^{er}, 3^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Ce périmètre de protection - non cartographié - correspond à la zone réservée définie par l'arrêté royal du 24 janvier 1991 modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1966 déterminant les mesures de sécurité à prendre lors de l'établissement et dans l'exploitation des installations de transport de gaz par canalisations.

Les réunions accessibles au public visées par l'article 4, 8^o, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine seront organisées, pour ce qui concerne le territoire wallon, dans 3 des 10 communes concernées : Juprelle, Dalhem et Lontzen.

Cet arrêté et la (les) carte(s) l'accompagnant peuvent être consultés à partir de l'adresse suivante <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

Par arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 :

— l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Mont-Saint-Guibert est remplacé par la disposition suivante :

« Il y a lieu de mettre en révision le plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation destiné à permettre la réalisation d'un échangeur routier prévu au titre de compensation alternative sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais). »;

— l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Mont-Saint-Guibert est remplacé par la disposition suivante :

« L'avant-projet de révision de plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez (planche 40/1) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction et d'un périmètre de réservation destiné à permettre la réalisation d'un échangeur routier prévu au titre de compensation alternative sur le territoire de la commune de Mont-Saint-Guibert (Corbais) est adopté conformément au plan ci-annexé. »

Le plan joint à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 est remplacé par le plan annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008.

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 décide la mise en révision de la planche 37/7 du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone d'extraction destinée à permettre l'exploitation d'un gisement de calcaire en rive gauche de l'Escaut sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et Tournai (Saint-Maur) et adopte, conformément au plan annexé à cet arrêté, l'avant-projet de révision de la planche 37/7 du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription :

1^o pour l'exploitation de la nouvelle carrière :

- en zone d'extraction;
- de terrains de quelque 164,4 ha (selon coordonnées Lambert) situés sur le territoire des communes d'Antoing (Calonne et Bruyelle) et de Tournai (Saint-Maur) et compris entre :
 - la route N507 (Tournai-Valenciennes) ou chaussée de Tournai et chaussée de Valenciennes, à l'ouest;
 - le chemin dit du Coulan d'Eau situé à l'est de la borne kilométrique K3 (N507) au lieu-dit "Warnaffe" et les anciennes carrières des "Cinq Rocs", au nord;
 - le premier bâtiment situé chemin des Anglais à Calonne et le front actuel des anciennes carrières de "Californie", "Requiem", "Vicaire" et "Bruyelle", à l'est;
 - le chemin empierré situé à 130 m au nord de la zone d'habitat à caractère rural inscrite en bordure de la chaussée de Tournai, délimitant le nord du site des anciens fours à chaux et carrières de "la Haute Loge", à Bruyelle, au sud;
 - sur une largeur de 30 mètres, des terrains sis à Antoing (Calonne) nécessaires à la réalisation de la bande transporteuse "nord" entre le site d'extraction, le chemin des Cinq Rocs, le cimetière et la rive droite de l'Escaut;
 - sur une largeur de 30 mètres, des terrains sis à Antoing (Calonne), entre le site d'extraction, le nord de l'ancienne carrière de Californie et la rive droite de l'Escaut et nécessaires à la réalisation de la bande transporteuse dite "centre";
 - de la suppression du tracé et du projet de tracé de lignes électriques à haute tension inscrits au plan de secteur dans la partie nord de la future carrière et de l'inscription, en bordure nord et est du futur site d'exploitation d'un projet de tracés de lignes électriques à haute tension assorti d'un périmètre de réservation pour permettre le déplacement des lignes 70-150 kV existantes;

2° en fonction de la situation existante :

— en zone industrielle, d'un terrain de 0,9 ha situé dans le prolongement ouest du quai de Bruyelle sur l'Escaut ainsi que les parties (1,1 ha au nord et 3,5 ha au sud) du quai sur lesquelles sont implantées des installations à vocation économique entre l'Escaut et la rue H. Artisien; en zone d'habitat, des terrains en bordure de l'Escaut, en rive est des rues H. Artisien et de France ainsi qu'en rive ouest de la rue H. Artisien sur lesquels des habitations ont été établies et constituant un quartier homogène;

3° pour la compensation planologique :

— en zone d'espaces verts;

— de l'ancienne carrière Thorn à Tournai (Chercq);

— de la partie des anciennes carrières de Californie, Requiem, Vicaire et de Bruyelle sise sur le territoire d'Antoing (Calonne et Bruyelle), entre l'Escaut et la nouvelle zone d'extraction;

— de terrains compris dans l'angle formé par l'autoroute E42 et la rue du Gros Lot, couvrant l'ancienne carrière de la "Grande Mer", à Tournai et classés en zone Natura 2000;

— de terrains de 48,3 ha situés dans la partie nord-ouest de la carrière dite "du Milieu" sur Tournai, dans le prolongement de la zone Natura 2000, et comprenant les terrils "Tonton", "Battes et Mathias" et "Buttes de Italiens";
— des terrains de 7,5 ha inscrits en zone d'aménagement communal concerté entre la zone d'habitat agglomérée de Calonne et l'Escaut;

— en zone de parc, de l'ancienne carrière des "Cinq Rocs" réaménagée en parc public sur 17 ha.

Les zones d'extraction reliant le site d'exploitation à l'Escaut, au sud-est et à la rive droite de l'Escaut, au nord-est et à l'est, sont assorties d'une prescription supplémentaire *R.1.7. n'y autorisant que l'établissement de bandes transporteuses.

Les zones d'extraction suivantes, repérées CD au plan sont automatiquement converties en :

— zone d'espaces verts pour des anciennes carrières Lemay situées en rive droite de l'Escaut sur le territoire de Tournai (Vaulx) entre la rue du Coucou (N500) et la ligne de chemin de fer, au sud du lieu-dit "les Vignobles";

— zone d'agricole, pour d'anciennes carrières situées à Antoing, entre la rue de France et l'ancienne carrière de Californie;

— zone de parc, pour la partie sud-ouest restante de l'ancienne carrière des "Cinq Rocs", représentant encore une superficie de 26,5 ha;

au terme de l'aménagement propre à réaliser ces affectations qui imposera le permis unique requis pour l'exploitation de la carrière et les différentes phases de son réaménagement. Ce terme se matérialisera par la libération du cautionnement à prévoir dans ledit permis pour les différentes phases de cet aménagement.

Les terrains situés dans la partie nord de la zone d'extraction, sur une superficie de 13 ha sont marqués d'une prescription supplémentaire *S 30 précisant que la phase d'exploitation correspondante ne peut être mise en œuvre que lorsque les conversions en zone agricole et en zone d'espaces verts prévues à l'article 4 sont intervenues.

Les terrains situés dans la partie sud de la zone d'extraction sur une superficie de 26,8 ha sont marqués d'une prescription supplémentaire *S 31 précisant que la phase d'exploitation correspondante ne peut être mise en œuvre que lorsque la conversion en zone de parc est intervenue.

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 décide de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision du plan de secteur de Nivelles (planche 39/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction au lieu dit "Champ d'Hurbize" sur le territoire des communes d'Ittre et Braine-le-Château et sur la réaffectation en zone agricole, au titre de compensation planologique, de terrains inscrits en zone d'extraction au lieu-dit "Campagne de Boukendael" sur le territoire de la commune de Braine-le-Château.

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

Un arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 décide la mise en révision des planches 55/5 et 55/6 du plan de secteur de Marche-La Roche en vue de permettre l'extension de la carrière dite de Cielle et adopte, conformément au plan annexé à cet arrêté l'avant-projet de révision des planches 55/5 et 55/6 du plan de secteur de Marche-La Roche en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la carrière de Cielle sur le territoire des communes de Rendeux (Marcourt) et La Roche et, au titre de compensations planologiques, de l'affectation en zones agricoles et forestières de terrains inscrits en zones de loisirs et d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Rendeux (Beffe, Rendeux et Hodister).

Le contenu de l'étude d'incidences fixé par cet arrêté peut être consulté à partir de l'adresse suivante : <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> ainsi qu'à l'administration des communes sur lesquelles porte la révision et à la Direction extérieure compétente de la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/200583]

Raumordnung. — Sektorenpläne

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008 wird der Entwurf zur Revision der Sektorenpläne von Verviers-Eupen, Lüttich und Huy-Waremme (Karten 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N und 43/2 N) zur Eintragung eines Reserveumkreises auf dem Gebiet der Gemeinden Raeren, Lontzen, Welkenraedt, Plombières, Dalhem, Visé, Oupeye, Juprelle, Bassenge und Waremme angenommen; dieser Entwurf betrifft 54,5 m breite Leitungen, 15,5 m nördlich und 39 m südlich auf beiden Seiten der Achse der bestehenden Kanalisation, in Übereinstimmung mit der vorliegendem Erlass beigelegten Karte und unter Berücksichtigung der auf die örtlichen Verhältnisse zurückzuführenden Ausnahmen.

Die Erdgastransportleitungen, deren Installierung in vorliegendem Entwurf vorgesehen ist, umfassen einen Schutzumkreis im Sinne des Artikels 23 Absatz 1 3° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Dieser nicht kartographierte Schutzumkreis stimmt mit dem im Königlichen Erlass vom 24. Januar 1991 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 11. März 1966 zur Bestimmung der bei der Einrichtung und der Betreibung der Gasversorgungsanlagen durch Rohrleitungen zu ergreifenden Sicherheitsmaßnahmen festgelegten Reservegebiet überein.

Die der Öffentlichkeit zugänglichen Versammlungen im Sinne von Artikel 4 8° des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe werden, für was das Wallonische Gebiet betrifft, in 3 der 10 betroffenen Gemeinden organisiert: Juprelle, Dalhem und Lontzen.

Dieser Erlass und die ihm beigelegte(n) Karte(n) können ab der Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>, bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, die von der Revision sind, sowie bei der zuständigen Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008:

— wird Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan von Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Mont-Saint-Guibert angenommen wurde, durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Es gibt Anlass, den Sektorenplan von Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen, zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets und eines Reserveumkreises, um die Durchführung eines Straßenkreuzes zu ermöglichen, als alternative Ausgleichsmaßnahme auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais).»;

— wird Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan von Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) einer Revision zu unterziehen ist, und durch den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets in Mont-Saint-Guibert angenommen wurde, durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Wavre-Jodoigne-Perwez (Karte 40/1) zur Eintragung eines Abbaugebiets und eines Reserveumkreises, um die Durchführung eines Straßenkreuzes zu ermöglichen, als alternative Ausgleichsmaßnahme auf dem Gebiet der Gemeinde Mont-Saint-Guibert (Corbais), wird in Übereinstimmung mit dem beiliegenden Plan angenommen.»

Der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 beigelegte Plan wird durch den dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 beigelegten Plan ersetzt.

Der durch diesen Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann ab der Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>, bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, die von der Revision sind, sowie bei der zuständigen Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 wird beschlossen, dass die Karte 37/7 des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz einer Revision zu unterziehen ist, zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets, um die Bewirtschaftung eines Kalkvorkommens am linken Ufer der Schelde auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur) zu ermöglichen, und wird der Vorentwurf zur Revision der Karte 37/7 des Sektorenplans von Tournai-Leuze-Péruwelz gemäß dem vorliegendem Erlass beigelegten Plan angenommen zwecks der Eintragung folgender Elemente:

1° für die Bewirtschaftung des neuen Steinbruchs:

— als Abbaugebiet;

— Grundstücke mit einer Fläche von 164,4 ha (nach den Lambert-Koordinaten) auf dem Gebiet der Gemeinden Antoing (Calonne und Bruyelle) und Tournai (Saint-Maur), zwischen:

— der Straße N507 (Tournai-Valenciennes) oder der chaussée de Tournai und der Chaussée de Valenciennes, im Westen;

— dem Weg "Coulant d'Eau" östlich des Kilometersteins K3 (N507) am Ort genannt "Warnaffe" und den ehemaligen Steinbrüchen "Cinq Rocs", im Norden;

— dem ersten Gebäude auf dem Weg chemin des Anglais in Calonne und der aktuellen Frontlinie der ehemaligen Steinbrüche "Californie", "Requiem", "Vicaire" und "Bruyelle", im Osten;

— dem Schotterweg 130 m nördlich des Wohngebietes mit ländlichem Charakter, das am Rande der chaussée de Tournai eingetragen ist, durch den die Nordseite des Standorts der ehemaligen Kalköfen und Steinbrüche "la Haute Loge" in Bruyelle abgegrenzt sind, im Süden;

— Grundstücke (auf einer Breite von 30 m) gelegen in Antoing (Calonne), die zur Anbringung des Förderbands "Nord" zwischen dem Abbaustandort, dem chemin des Cinq Rocs, dem Friedhof und dem rechten Ufer der Schelde notwendig sind;

— Grundstücke (auf einer Breite von 30 m) gelegen in Antoing (Calonne) zwischen dem Abbaustandort, dem Norden des ehemaligen Steinbruchs "Californie" und dem rechten Ufer der Schelde, die zur Anbringung des Förderbands "Centre" notwendig sind;

— die Abschaffung der Trasse und des Projekts der Trasse von Hochspannungsleitungen im Sektorenplan im nördlichen Teil des künftigen Steinbruchs und die Eintragung am nördlichen und östlichen Rand des künftigen Betriebsstandorts eines Projekts von Trassen von Hochspannungsleitungen, zusätzlich zur Einführung eines Reserveumkreises, um die Verlegung der bestehenden Leitungen 70-150 kV zu ermöglichen;

2° aufgrund der bestehenden Lage:

— als Industriegebiet, ein 0,9 ha großes Grundstück in der westlichen Verlängerung des quai de Bruyelle auf der Schelde sowie die Teile (1,1 ha im Norden und 3,5 ha im Süden) des Kais, wo die Anlagen mit wirtschaftlicher Zweckbestimmung zwischen der Schelde und der rue H. Artisien niedergelassen sind; als Wohngebiet, Grundstücke am Rand der Schelde, am östlichen Ufer der rue H. Artisien und rue de France, sowie am westlichen Ufer der rue H. Artisien, wo Wohnhäuser gebaut worden sind, die ein homogenes Viertel bilden;

3° im Sinne von raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen:

— als Grüngelände;

— der ehemalige Steinbruch Thorn in Tournai (Chercq);

— der Teil der ehemaligen Steinbrüche Californie, Requiem, Vicaire und Bruyelle auf dem Gebiet der Gemeinde Antoing (Calonne und Bruyelle), zwischen der Schelde und dem neuen Abbaugebiet;

— Grundstücke im Winkel, der durch die Autobahn E42 und die rue du Gros Lot gebildet ist, und den ehemaligen Steinbruch der "Grande Mer" in Tournai deckt, und die als Natura-2000-Gebiet eingestuft sind;

— Grundstücke auf einer Fläche von 48,3 ha auf dem nordwestlichen, "Milieu" genannten Teil des Steinbruchs in Tournai, in der Verlängerung des Natura-2000-Gebiets, und die die Halden "Tonton", "Battes et Mathias" und "Buttes des Italiens" umfassen;

— Grundstücke auf einer Fläche von 7,5 ha, die als Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung eingetragen sind, zwischen dem Siedlungswohngebiet von Calonne und der Schelde;

— als Parkgebiet, der ehemalige Steinbruch "Cinq Rocs", der auf einer Fläche von 17 ha wiedereingerichtet wurde.

Die Abbaugebiete, die den Betriebsstandort mit der Schelde verbinden, südöstlich und am rechten Ufer der Schelde, nordöstlich und östlich, unter Beifügung einer zusätzlichen Vorschrift *R.1.7., laut deren nur welche nur Förderbänder installiert werden dürfen.

Die folgenden Abbaugebiete mit den Zeichen CD im Plan, werden automatisch in folgende Gebiete umgewandelt:

— Grüngelände für die ehemaligen Steinbrüche Lemay am rechten Ufer der Schelde auf dem Gebiet der Gemeinde Tournai (Vaulx) zwischen der rue du Coucou (N500) und der Eisenbahnlinie, südlich des Standorts "les Vignobles";

— Agrargebiet, für ehemalige Steinbrüche in Antoing, zwischen der rue de France und dem ehemaligen Steinbruch Californie;

— Parkgebiet, für den restlichen südwestlichen Teil des ehemaligen Steinbruchs "Cinq Rocs", der immer noch 26,5 ha deckt;

am Abschluss der Gestaltung, die diese Zweckbestimmungen ermöglichen werden, die durch die erforderliche Globalgenehmigung für die Bewirtschaftung des Steinbruchs und die verschiedenen Phasen seiner Neugestaltung auferlegt werden. Am Abschluss wird die Bürgschaft freigegeben, die für diese Genehmigung für die verschiedenen Phasen dieser Neugestaltung vorzusehen ist.

Die Grundstücke, die sich im nördlichen Teil des Abbaugebiets auf einer Fläche von 13 ha befinden, sind mit einer zusätzlichen Vorschrift *S 30 gekennzeichnet, laut deren die entsprechende Betriebsphase nur dann anfangen kann, wenn die Umwandlungen in ein Agrargebiet und ein Grüngelände laut Artikel 4 stattgefunden haben.

Die Grundstücke, die sich im südlichen Teil des Abbaugebiets auf einer Fläche von 26,8 ha befinden, sind mit einer zusätzlichen Vorschrift *S 31 gekennzeichnet, laut deren die entsprechende Betriebsphase nur dann anfangen kann, wenn die Umwandlung in ein Parkgebiet stattgefunden hat.

Der durch diesen Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann ab der Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>, bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, die von der Revision sind, sowie bei der zuständigen Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 wird beschlossen, eine Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend den Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans von Nivelles (Karte 39/2) zur Eintragung eines Abbaugebiets am Ort genannt "Champ d'Hurbise" auf dem Gebiet der Gemeinden Ittre und Braine-le-Château und zur Wiederverwendung als Agrargebiet von als Abbaugebiet eingetragenen Grundstücken am Ort genannt "Campagne de Boukendael" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château durchführen zu lassen.

Der durch diesen Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann ab der Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>, bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, die von der Revision sind, sowie bei der zuständigen Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

Durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 wird beschlossen, die Karten 55/5 und 55/6 des Sektorenplans von Marche-La Roche einer Revision zu unterziehen, um die Erweiterung des Steinbruchs Cielle zu ermöglichen, und wird in Übereinstimmung mit dem diesem Erlass beigefügten Plan der Vorentwurf zur Revision der Karten 55/5 und 55/6 des Sektorenplans Marche-La Roche angenommen, zwecks der Eintragung eines Abbaugebiets in Erweiterung des Steinbruchs Cielle auf dem Gebiet der Gemeinden Rendeux (Marcourt) und La Roche und, als raumplanerische Maßnahme, zwecks der Bestimmung als Agrar- und Forstgebiet von als Freizeitgebiet und gemischtes Gewerbegebiet eingetragenen Grundstücken auf dem Gebiet der Gemeinde Rendeux (Beffe, Rendeux und Hodister).

Der durch diesen Erlass festgelegte Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung kann ab der Adresse <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>, bei der Gemeindeverwaltung der Gemeinden, die von der Revision sind, sowie bei der zuständigen Außendirektion der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eingesehen werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2009/200583]

Ruimtelijke ordening. — Gewestplannen

Bij besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008 wordt de ontwerp-herziening van de gewestplannen Verviers-Eupen, Luik en Hoei-Borgworm (bladen 34/5 S, 34/6 S, 34/7 S, 34/8 S, 41/3 N, 42/4 N, 43/1 N en 43/2 N), houdende, overeenkomstig de bij dat besluit gevoegde bijlage, opneming van een reserveringsomtrek voor 54,5 meter brede leidingen, namelijk 15,5 meter in het noorden en 39 meter in het zuiden, aan weerszijden van de bestaande leidingrichting, behoudens uitzonderingen opgelegd door de plaatselijke context, op het grondgebied van de gemeenten Raeren, Lontzen, Welkrenraedt, Plombières, Dalhem, Wezet, Oupeye, Juprelle, Bitsingen en Borgworm.

De leidingen voor het vervoer van aardgas waarvan dit ontwerp voorziet in de vestiging omvatten een beschermingsomtrek in de zin van artikel 23, lid 1, 3^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Die - niet in kaart gebrachte - beschermingsomtrek stemt overeen met het reserveringsgebied bepaald bij het koninklijk besluit van 24 januari 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 maart 1966 betreffende de te nemen veiligheidsmaatregelen bij de oprichting en bij de exploitatie van installaties voor gasvervoer door middel van leidingen.

De voor het publiek toegankelijke vergaderingen waarvan sprake in artikel 4, 8^o, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, worden, wat het Waalse grondgebied betreft, in 3 van de 10 betrokken gemeenten gehouden: Juprelle, Dalhem en Lontzen.

Dat besluit en de bijhorende kaart(en) liggen ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst en kunnen geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html>.

Bij besluit van de Waalse Regering van 19 oktober 2008 :

— wordt artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) en tot aanneming van de ontwerp-herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied te Mont-Saint-Guibert vervangen door volgende bepaling :

« Het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) wordt aan herziening onderworpen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuwe verkeerswisselaar als alternatieve compensatie op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais). »;

— wordt artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 waarbij beslist wordt tot herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwijs (blad 40/1) en tot aanneming van de ontwerp-herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied te Mont-Saint-Guibert vervangen door volgende bepaling :

« Het voorontwerp van herziening van het gewestplan Waver-Geldenaken-Perwez (blad 40/1) met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied en een reserveringsomtrek voor de verwezenlijking van een nieuwe verkeerswisselaar als alternatieve compensatie op het grondgebied van de gemeente Mont-Saint-Guibert (Corbais) wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan. »

Het bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 gevoegde plan wordt door het bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 gevoegde plan vervangen.

De inhoud van het effectenonderzoek bepaald bij dat besluit kan geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> en ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 wordt beslist tot herziening van blad 37/7 van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz met het oog op de opneming van een ontginningsgebied met het oog op de uitbating van een kalksteenafzetting op de linkeroever van de Schelde op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur) en wordt overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde plan het voorontwerp van herziening van blad 37/7 van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz aangenomen met het oog op de opneming :

1^o voor de uitbating van de nieuwe steengroeve :

— als ontginningsgebied;

— van gronden, ongeveer 164,4 ha groot (volgens Lambert-coördinaten), gelegen op het grondgebied van de gemeenten Antoing (Calonne en Bruyelle) en Doornik (Saint-Maur) en gelegen tussen :

— de N507 (Doornik-Valenciennes) of te chaussée de Tournai en chaussée de Valenciennes in het westen;

— de weg genoemd "le Coulant d'Eau" oostelijk van kilometerpaal K3 (N507) in het gehucht "Warnaffe" en de voormalige steengroeven van de "Cinq Rocs" in het noorden;

— het eerste gebouw gelegen "chemin des Anglais" te Calonne et het huidige front van de voormalige steengroeven "Californie", "Requiem", "Vicaire" en "Bruyelle" in het Oosten;

— de met steenslag verharde weg gelegen op 130 m benoorden het woongebied met een landelijk karakter opgenomen aan de rand van de "chaussée de Tournai", ter afbakening van de noordkant van de locatie der voormalige kalkovens en steengroeven van de "Haute Loge" in Bruyelle in het zuiden;

— over een breedte van dertig meter, gronden gelegen te Antoing (Calonne) voor de aanleg van de transportband "noord" tussen de ontginningsplaats, de "chemin des Cinq Rocs", het kerkhof en de rechteroever van de Schelde;

— over een breedte van dertig meter, gronden gelegen te Antoing (Calonne), tussen de ontginningsplaats, het noorden van de voormalige steengroeve "Californie" en de rechteroever van de Schelde en nodig voor de aanleg van de middelste transportband;

— van de schrapping van het tracé en het ontwerp-tracé van hoogspanningslijnen opgenomen op het gewestplan in het noordelijk deel van de toekomstige steengroeve en de opneming, aan de noord- en ostrand van de toekomstige ontginningsplaats, van een ontwerp van tracés van hoogspanningslijnen gecombineerd met een reserveringsomtrek voor de verplaatsing van de bestaande 70-150 kV-lijnen;

2° in functie van de bestaande toestand :

— als industriegebied, van een grond van 0,9 ha gelegen in het westelijk verlengde van de "quai de Bruyelle" op de Schelde en de delen (1,1 ha in het noorden en 3,5 ha in het zuiden) van de kade waarop de installaties met een economisch doel aangelegd zullen worden tussen de Schelde en de rue H. Artisien; als woongebied, van de gronden aan de rand van de Schelde aan de oostkant van de straten rue H. Artisien en rue de France en aan de westkant van de rue H. Artisien waarop woningen gebouwd zullen worden en die een homogene wijk vormen;

3° voor de planologische compensatie :

— als groengebied;

— van de voormalige steengroeve Thorn te Doornik (Chercq);

— van het deel van de voormalige steengroeven Californie, Requiem, Vicaire en Bruyelle gelegen op het grondgebied van Antoing (Calonne en Bruyelle), tussen de Schelde en het nieuwe ontginningsgebied;

— van gronden gelegen in de hoek gevormd door de autoweg E42 en de "rue du Gros Lot", ter dekking van de voormalige steengroeve "Grande Mère" te Doornik en beschermd als Natura 2000-gebied;

— van gronden van 48,3 ha gelegen in het noordwestelijk deel van de steengroeve "du Milieu" op het grondgebied van Doornik, in het verlengde van het Natura 2000-gebied, en met inbegrip van de terrils "Tonton", "Battes et Mathias" en "Buttes des Italiens";

— van gronden van 7,5 ha opgenomen als gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is tussen het geagglomererde woongebied Calonne en de Schelde;

— als parkgebied, van de voormalige steengroeve "Les Cinq Rocs" heraangelegd als openbaar park op 17 ha.

De ontginningsgebieden die de ontginningsplaats met de Schelde verbinden, in het zuidoosten en op de rechteroever van de Schelde, in het noordoosten en het oosten, gaan gepaard met een bijkomend voorschrift *R.1.7. waarbij enkel de aanleg van transportbanden toegelaten worden.

De volgende ontginningsgebieden, met merk CD op het plan, worden automatisch omgevormd tot :

— groengebied voor de voormalige steengroeven Lemay gelegen op de rechteroever van de Schelde op het grondgebied van Doornik (Vaulx) tussen de rue du Coucou (N500) en de spoorlijn, in het zuiden van het gehucht "Les Vignobles";

— landbouwgebied, voor voormalige steengrooves gelegen te Antoing, tussen de rue de France en de voormalige steengroeve Californie;

— parkgebied, voor het zuidwestelijke, overblijvende deel van de voormalige steengroeve "Les Cinq Rocs" met nog een oppervlakte van 26,5 ha;

na afloop van de inrichting voor de uitvoering van deze bestemmingen opgelegd bij de vereiste eenmalige vergunning voor de uitbating van de steengroeve en de verschillende fases van de heraanleg ervan. Die beëindiging neemt de vorm aan van de vrijgave van de borgstelling die in die vergunning voorzien moet worden voor de verschillende fases van die inrichting.

De gronden gelegen in het noordelijk deel van het ontginningsgebied, met een oppervlakte van 13 ha, worden gemerkt met een bijkomend voorschrift *S 30 waarbij aangestipt wordt dat de overeenstemmende uitbatingsfase enkel van start mag gaan als de omvorming tot landbouwgebied en groengebied bepaald in artikel 4 een feit zijn.

De gronden gelegen in het zuidelijk deel van het ontginningsgebied, met een oppervlakte van 26,8 ha, worden gemerkt met een bijkomend voorschrift *S 31 waarbij aangestipt wordt dat de overeenstemmende uitbatingsfase enkel van start mag gaan als de omvorming tot parkgebied bepaald in artikel 4 een feit is.

De inhoud van het effectenonderzoek bepaald bij dat besluit kan geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> en ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 tot beslissing tot uitvoering van een milieueffectenonderzoek op het voorontwerp van herziening van het gewestplan Nijvel (blad 39/2) met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied in het gehucht "Champ d'Hurbize" op het grondgebied van de gemeenten Itter en Kasteelbrakel en de herbestemming als landbouwgebied ten einde van planologische compensatie, van gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gehucht "Campagne de Boukendael" op het grondgebied van de gemeente Kasteelbrakel.

De inhoud van het effectenonderzoek bepaald bij dat besluit kan geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> en ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.

Bij besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 wordt beslist tot herziening van de bladen 55/5 en 55/6 van het gewestplan Marche-La Roche met het oog op de uitbreiding van de steengroeve van Cielle en wordt, overeenkomstig het plan bij dit besluit gevoegd, het voorontwerp van de bladen 55/5 en 55/6 van het gewestplan Marche-La Roche aangenomen met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de steengroeve van Cielle op het grondgebied van de gemeenten Rendeux (Marcourt) en La Roche en, als planologische compensatie, de bestemming als landbouw- en bosgebied, van gronden opgenomen als recreatiegebied en gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Rendeux (Beffe, Rendeux en Hodister).

De inhoud van het effectenonderzoek bepaald bij dat besluit kan geraadpleegd worden via <http://developpement-territorial.wallonie.be/PDS.html> en ligt ter inzage bij het gemeentebestuur van de gemeenten die bij de herziening zijn betrokken en bij de bevoegde buitendirectie van het Operationele Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst.